

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mardi (matin) 17 novembre 2015

Direction de la police et des affaires militaires

12 2015.RRGR.877 Motion 223-2015 UDC (Gschwend-Pieren, Lyssach) Asile: mettre un terme aux abus et protéger ceux qui en ont besoin

N° de l'intervention: 223-2015
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 07.09.2015
Déposée par: UDC (Gschwend-Pieren, Lyssach)
(porte-parole)
Cosignataires: 0
Urgence: accordée le 09.09.2015
N° d'ACE: 1288/2015 du 28 octobre 2015
Direction: POM

Asile: mettre un terme aux abus et protéger ceux qui en ont besoin

1. Le Conseil-exécutif est chargé d'intervenir auprès de la Confédération
 - a) pour que le triage entre réfugiés menacés dans leur intégrité physique et migrants économiques se fasse à la frontière et que les migrants économiques soient refoulés ;
 - b) pour que la Suisse perde de son attrait pour les réfugiés grâce à une procédure efficace, une baisse des aides et des campagnes ciblées dans les pays concernés ;
 - c) pour que les accords de Dublin, qui prévoient le renvoi des réfugiés dans le premier pays d'accueil au sein de l'UE, soient appliqués rigoureusement.
2. Les centres d'hébergement doivent être gérés comme des installations fermées. Les personnes qui souhaitent les quitter doivent motiver leur décision et enregistrer leur départ. « Les sorties » doivent être strictement limitées.
3. L'aide d'urgence doit toujours prendre la forme de prestations en nature, de même que, autant que possible, le soutien fourni dans les centres d'hébergement cantonaux.

Développement :

Pour offrir aux réfugiés réellement menacés la protection dont ils ont besoin, il faut mettre un terme aux abus. Les migrants économiques, qui n'entrent pas dans la catégorie des réfugiés et qui bloquent inutilement les capacités de la Suisse, terre d'accueil, doivent être refoulés à la frontière. Notre pays doit perdre son attrait pour les migrants économiques.

Réponse du Conseil-exécutif

1. La motionnaire demande que les « migrants économiques » soient refoulés à la frontière suisse déjà. Dans la mesure où elle envisage que le Corps des gardes-frontière effectue des contrôles d'identité et refoule des « migrants économiques », le Conseil-exécutif rappelle qu'en s'associant au code frontières Schengen, la Suisse a supprimé les contrôles frontaliers. Au reste, ce n'est pas au Corps des gardes-frontière qu'il appartient de vérifier que les requérants allèguent de « vrais » motifs, mais exclusivement à l'autorité en charge de l'asile et des migrations. Ce tri est donc effectué dans le cadre de la procédure d'asile. Selon le cas d'espèce, on applique l'une ou l'autre procédure (accélérée ou ordinaire). Lors de la première audition, l'autorité détermine si des motifs économiques prédominent. Aujourd'hui déjà, le Secrétariat d'État aux migrations (SEM) traite de nombreux cas en procédure d'asile accélérée (*fast track*) sur la base de divers critères (p. ex. pays d'origine considérés comme sûrs ou dont les ressortissants sont exemptés de l'obligation de se procurer un visa), en procédure en 48 heures ou dans un délai de deux mois. Lorsque des ressortissants syriens ou érythréens déposent une demande d'asile en Suisse, leur demande n'est en principe pas traitée en procédure accélérée, d'autant que le SEM

estime, en raison de la situation politique prévalant actuellement dans leurs pays, que ces requérants pourront rester en Suisse. Le SEM n'entend pas déroger à cette pratique¹.

De ce fait et au vu de l'actuelle mise en œuvre de la restructuration du domaine de l'asile, le Conseil-exécutif estime qu'une intervention de sa part auprès de la Confédération en faveur d'un tri des requérants à la frontière ou d'une procédure plus efficace n'est pas opportune.

Il est du même avis en ce qui concerne une intervention auprès des autorités fédérales pour favoriser des mesures de dissuasion envers les demandeurs d'asile. Le SEM a en effet déjà mené des campagnes préventives d'information² dans certains pays d'origine des requérants, tel le Nigéria. En outre, il négocie des accords de réadmission avec des États d'où proviennent des requérants, afin d'améliorer le taux des retours. La réduction des aides versées aux requérants, telle que demandée par la présente motion, n'est pas indiquée. Les barèmes de calcul de l'aide sociale destinée aux personnes relevant de l'asile sont inférieurs aux directives de la Conférence suisse des institutions d'action sociale.

Le Conseil-exécutif souligne que les accords de Dublin sont appliqués de manière rigoureuse et que ce système présente une grande utilité pour la Suisse, en sa qualité d'État-membre associé des accords. Cette année, les autorités fédérales ont mené environ 13 000 procédures Dublin, dont 11 000 procédures « Out »³. Cela signifie qu'elle a pu requérir des différents États Dublin responsables de reprendre les personnes concernées, où ces dernières ont dû par la suite retourner. Pour les raisons exposées ci-avant, le Conseil-exécutif estime qu'une nouvelle intervention auprès de la Confédération n'est pas opportune.

2. La motionnaire appelle le Conseil-exécutif à soumettre les résidents des structures cantonales d'hébergement collectif et d'accueil d'urgence à des contrôles, comme cela se fait dans les centres fédéraux, et de limiter leurs sorties. À cet égard, il convient tout d'abord de préciser que des mesures de contrôle existent déjà pour assurer le bon fonctionnement de ces structures. Pour garantir le contrôle permanent et la limitation des sorties, il faudrait engager du personnel, ce qui engendrerait des dépenses supplémentaires à la charge du canton. En outre, une telle restriction irait à l'encontre de la liberté de mouvement, qui est un droit constitutionnel (art. 10, al. 2 de la Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999, Cst.; RS 101) et dont jouissent également les résidents des structures cantonales d'hébergement collectives et d'accueil d'urgence. L'exercice de ce droit ne peut être entravé que pour des raisons importantes. Les limitations telles que pratiquées au sein des centres fédéraux se justifient en raison de la durée relativement courte des séjours. Lorsqu'un requérant d'asile a été attribué à un canton, et tout particulièrement quand il s'agit d'une personne susceptible de rester en Suisse durant une période prolongée, une telle restriction des droits fondamentaux n'est plus soutenable.
3. Par le passé, le canton de Berne a déjà testé l'octroi de prestations de l'aide d'urgence en nature aux personnes frappées d'une décision de renvoi devenue exécutoire. Toutefois, depuis le 1^{er} janvier 2014, le canton de Berne ne dispose plus de centres fournissant des prestations en nature pour accueillir ces personnes. Depuis lors, ces dernières sont hébergées avec celles dont la procédure d'asile est en cours ou celles admises provisoirement. La fermeture de ces centres s'explique par le fait qu'ils n'ont pas permis d'augmenter de manière significative le taux de départ des personnes en situation de renvoi, de sorte qu'ils se sont révélés trop peu économiques.

Pour les motifs exposés ci-dessus, le Conseil-exécutif rejette tous les chiffres de la présente motion.

Proposition du Conseil-exécutif :
Rejet

Le président. Wir fahren mit Traktandum 12 weiter. Der Regierungsrat lehnt die Motion ab. Wir führen eine freie Debatte. Für die Motion hat Frau Grossrätin Gschwend das Wort.

Andrea Gschwend-Pieren, Lyssach (UDC). Millionen von Menschen sind aktuell auf der Flucht oder einfach unterwegs. Hunderttausende strömen nach Europa, zehntausende in die Schweiz, und bei der Anzahl Asylanträge im Verhältnis zur Bevölkerungszahl liegt die Schweiz aktuell an vierter Stelle, Tendenz steigend. Wie ich kürzlich den Medien entnehmen konnte, will der Bundesrat 1400

¹ cf. <https://www.news.admin.ch/message/index.html?lang=fr&msg-id=58865>

² cf. <https://www.bfm.admin.ch/bfm/fr/home/aktuell/news/2007/2007-11-280.html>

³ cf. <https://www.bfm.admin.ch/dam/data/bfm/publiservice/statistik/asylstatistik/monat/2015/stat-mt-201508-f.pdf>

Asylsuchende in die Schweiz holen, ohne jegliche rechtliche Grundlage. Die Konsequenz dieser harzigen und führungsschwachen Asylpolitik auf Bundesebene tragen mehr und mehr wir hier in den Kantonen und den Gemeinden. Tatsächlich ist es naiv zu glauben, dass alle Flüchtlinge, die in die Schweiz gelangen, kriminell sind. Genauso naiv ist aber zu glauben, es wären alle Flüchtlinge wären arme und vertriebene, die ohne eigenes Verschulden in die Flucht getrieben wurden. Wir wissen heute mit Sicherheit, dass sich unter den Menschenmassen, die in unser Land strömen, durchaus auch sehr gefährliche fundamentalistische Kämpfer befinden. Sie reisen im Auftrag des Islamischen Staats als sogenannte Schläfer und Flüchtlinge in die Schweiz ein und warten in der Schweiz auf weitere Anweisungen. Sie gefährden damit die Sicherheit in höchstem Mass. Unter den Zuwanderern befinden sich aber auch Wehrdienstverweigerer und Wirtschaftsmigranten. Es sind Menschen, die ihr Land aus wirtschaftlichen und nicht asylrelevanten Gründen verlassen. Diese Personengruppen nehmen den wirklich an Leib und Leben Bedrohten den Platz weg. Wir alle wissen, dass unser Platz nicht unendlich ist. Der Polizeidirektor hat es gestern in einem flammenden Votum auch schon gesagt: Die Asylzahlen explodieren. Es gilt zu verhindern, dass die Schweiz Wirtschaftsmigranten aufnimmt, die ausschliesslich in die Schweiz kommen, um hier ein angenehmeres Leben zu haben. Wir haben sonst keinen Platz mehr für diejenigen, die echt durch einen Krieg bedroht sind. Die Fraktion der SVP fordert den Regierungsrat auf, sich beim Bund dafür einzusetzen, dass die Triage von echten Flüchtlingen und Wirtschaftsmigranten schon an der Landesgrenze stattfindet. Wirtschaftsmigranten sollen an der Grenze zurückgewiesen werden. Ein Nein zu dieser Motion wäre ein Schlag ins Gesicht jener, die flüchten, weil ihre Leben bedroht sind. Kurz zur Ziffer 1 Buchstabe b: Im Libanon kostet ein Flüchtling pro Tag einen Franken. Das sind 30 Franken im Monat. In der Schweiz kostet er rund 1500 Franken. Es ist also attraktiv, in der Schweiz Asyl zu beantragen. Durch moderne Medien sind Flüchtlinge heute bestens mit ihrem Heimatland vernetzt, um die attraktiven Bedingungen in der Schweiz zu kommunizieren. Die Attraktivität des Ziellandes Schweiz muss durch eine Senkung der Unterstützungsleistungen gesenkt werden. Wahrscheinlich kommt man in der Schweiz mit einem Franken pro Tag nicht weit, und eine solche Forderung wäre auch nicht realistisch. Aber es gäbe ja auch noch einen goldenen Mittelweg. Solange ein Flüchtling in der Lage ist, von den erhaltenen Leistungen monatlich grössere Beträge in Form von Steuern in sein Heimatland zu schicken, ist dies ein deutliches Zeichen, dass die Leistungen zu hoch sind. Ich glaube zudem nicht, dass alle von Ihnen unterstützen würden, was dann das Heimatland mit diesem Geld macht.

Zudem ist das Dublin-Abkommen zur Rückführung von Asylsuchenden in das erste sichere EU-Land konsequent anzuwenden. Dafür soll sich der Regierungsrat beim Bund einsetzen. Die Forderung nach der kontrollierten Führung der Asylzentren ist mit dem Sicherheitsargument für die Bevölkerung zu begründen und ist ein überwiegendes öffentliches Interesse. Die Antwort des Regierungsrats zu Ziffer 3 finde ich sehr schwammig. Artikel 12 der Bundesverfassung regelt das Recht auf Hilfe in Notlagen und besagt einzig und allein: «Wer in Not gerät und nicht in der Lage ist, für sich zu sorgen, hat Anspruch auf Hilfe und Betreuung und auf die Mittel, die für ein menschenwürdiges Dasein unerlässlich sind.» Die Bundesverfassung sagt aber nicht, dass Sachleistungen hierfür nicht möglich sein sollen. Sogar ein Papier der SKOS mit dem Titel «Unterstützung der Personen des Asyl- und Flüchtlingsbereichs» schlägt vor, dass die Nothilfe nach Möglichkeit «in Form von Sachleistungen auszurichten» sei. In anderen Kantonen ist das auch möglich. Im Übrigen ist es auch ein schönes Zeichen der Solidarität der Bevölkerung, welche Naturalien spendet oder zur Verfügung stellt. Liebe Grossrätinnen und Grossräte, wenn Ihnen wirklich am Herzen liegt, die echt Bedrohten zu schützen und zu verhindern, dass im Umfeld eine Asylindustrie weiter auf- und ausgebaut wird, dann helfen Sie mit und unterstützen Sie diese Motion.

Patrick Gsteiger, Eschert (PEV). Mais comment veux-tu, chère collègue Andrea, que les garde-frontière trient les migrants économiques et les vrais réfugiés directement à la frontière? Ceci ne peut évidemment être fait qu'au cours d'une procédure d'asile. Le raccourci que tu proposes est impraticable. Tu voudrais aussi entraver la liberté de mouvement des résidents dans les centres d'hébergement. Pour le parti évangélique, cette idée est utopique et contraire aux droits. Le point 3 de la motion, qui voudrait que l'aide d'urgence ne soit octroyée que sous la forme de prestations en nature, paraît une bonne idée. Cette manière de faire a déjà été utilisée, mais il n'est plus possible de la pratiquer aujourd'hui, au vu de la configuration et de l'occupation des centres. Le PEV est unanimement pour le rejet des trois points de cette motion.

Christoph Grimm, Berthoud (pvl). Andrea Gschwend, du hast gesprochen wie ein Wolf im Schafspelz. «Einfach unterwegs»; sie sind «einfach ein bisschen unterwegs»; sie gehen «ein bisschen wandern»; ich war im Herbst «ein bisschen in Sardinien» – Etwa so kam mir deine Formulierung vor, und du bist sicher auch manchmal in den Ferien. Flüchtlinge sind nicht «einfach so unterwegs». Ob die Beweggründe eher wirtschaftlich sind oder ob sie wirklich an Leib und Leben bedroht sind, können wir beide wahrscheinlich gar nicht so einfach unterscheiden. Genau diese Politik, eine Politik der Angstmacherei und der Abschreckung, der Ausgrenzung und der Vorverurteilung, genau diese Politik kann nicht zuletzt zu Situationen führen, wie wir sie letzte Woche erlebt haben. Dessen müssen wir uns vollumfänglich bewusst sein.

Die glp möchte über die Ziffern 1 und 2 gar nicht sprechen, weil sie nicht stufengerecht sind, wie wir dies bereits in der vorangehenden Motion hatten. Ziffer 3 ist uns in gewisser Hinsicht noch sympathisch. Aber wir konnten es in der Antwort des Regierungsrats lesen: Die Wiedereinführung von Sachabgabezentren ist auch aus wirtschaftlicher Sicht absolut nicht sinnvoll. Das müsste wahrscheinlich tiefergehend geprüft werden und sicherlich von Seiten des Bunds erfolgen. Deshalb lehnt die glp geschlossen alle drei Ziffern ab.

Regina Fuhrer-Wyss, Burgistein (PS). Das Thema Asyl, asylsuchende Menschen, ist hochaktuell und beschäftigt uns alle. Wir haben das heute hier im Saal erlebt. Ich denke, es ist auch richtig, dass es uns alle beschäftigt. Die Haltung und die politische Einschätzung dazu sind aber sehr unterschiedlich. Im Vergleich zu anderen Ländern Europas ist die Schweiz in Bezug auf die Zahl der Menschen, die zu uns kommen, viel weniger betroffen. Im Kanton Bern haben wir aber tatsächlich eine angespannte Situation. Wir haben massiv überbelegte Zentren, und wir haben meiner Meinung nach häufig eine schwierige oder gar mangelhafte Kommunikation zwischen dem Kanton und den Gemeinden sowie zwischen dem Kanton und den Betreiberorganisationen der Zentren. Es ist jetzt aber nicht zielführend auf die asylsuchenden Menschen zu zielen. Wir brauchen eine gute Planung und eine gute Organisation im Asylbereich. Der Inhalt der Motion schiesst weit über das Ziel hinaus und verunmöglicht einen menschwürdigen und vor allem auch rechtlich korrekten Umgang mit den asylsuchenden Menschen in der Schweiz. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion lehnt die Motion in allen Ziffern ab.

Zu Ziffer 1. Hier wird zwischen echten und sogenannten Wirtschaftsflüchtlingsen unterschieden. Flucht vor Krieg und Terror, Flucht vor Armut, Hunger und Perspektivenlosigkeit: Ich masse mir nicht an, hier eine Wertung vorzunehmen. Diese Wertung muss gemäss klar definierten und rechtlichen Vorgaben durch die zuständigen Behörden vorgenommen werden. Zur Senkung der Unterstützungsleistungen. Ich weiss nicht, ob Ihnen bewusst ist, dass die Unterstützungsleistungen in der Schweiz tief sind. In einem Hochpreisumfeld reichen diese Beiträge tatsächlich nur für das Nötigste und tragen ganz sicher nicht zur Attraktivität der Schweiz bei. Zur Kontrolle in den Asylzentren. In allen Zentren bestehen Präsenzkontrollen. Die Anwesenheit der Menschen dort muss täglich bestätigt werden. Das ist wichtig und sicher auch sinnvoll. Aber weitere Einschränkungen sind absurde Forderungen. Asylzentren, meine Damen und Herren, sind keine Gefängnisse und es besteht auch keine Rechtsgrundlage für Einschränkungen der Bewegungsfreiheit. Zur Forderung, Nothilfe nur noch in Form von Sachleistungen zu gewähren. Für den Kanton sind die finanziellen Belastungen nicht höher oder tiefer, wenn die Nothilfe in Form von Sozialleistungen oder finanziellen Leistungen ausbezahlt wird. Wenn aber die Nothilfe ausbezahlt wird, so haben die betroffenen Menschen wenigstens noch ein Minimum an Selbstbestimmung und können entscheiden, wofür sie das wenige Geld ausgeben wollen. Wie gesagt, schiesst der Inhalt der Motion weit über das Ziel hinaus und verunmöglicht einen menschenwürdigen und korrekten Umgang mit den asylsuchenden Menschen in der Schweiz. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion lehnt die Motion ganz klar ab.

Hans Rudolf Schweizer, Utzigen (UDC). Es geht hier um die SVP-Motion «Engagement gegen Missstände im Asylwesen – zum Schutz von echt Bedrohten». Wir sind der Meinung, dass die Regierung sich beim Bund halt noch ein weiteres Mal einsetzen soll und die Triage zwischen echt Bedrohten und Wirtschaftsflüchtlingsen bereits an der Landesgrenze besser gemacht werden kann. Die Attraktivität des Ziellandes Schweiz muss gesenkt werden. Um das zu erreichen, müssen wir die Unterstützungsleistungen kürzen. Nothilfeleistungen müssen vermehrt in Form von Sachleistungen wie Verpflegung, Kleider, etc. ausgerichtet werden. Das Dublin-Abkommen zur Rückführung von Asylsuchenden in das ersichere EU-Land muss konsequenter angewendet werden. Aus diesen Gründen stimmt die SVP-Fraktion einstimmig für die Motion.

Hubert Klopfenstein, Biel/Bienne (PLR). Ich kann es wirklich ganz kurz machen. In der ganzen «Asyl-Motions-Flut» haben wir in der FDP diesen Vorstoss in globo behandelt. Nicht gerade sehr differenziert, muss ich zur Ehrrettung sagen. Die ersten beiden Punkte können wir nicht unterstützen. Aber wir haben wirklich, wie Herr Grimm gesagt hat, Sympathien für Ziffer 3, die verlangt, dass man das Projekt Sachleistungen noch einmal prüft. Das könnte eine Lösung sein, um die Leistungen ein bisschen herunterzufahren und um nicht zu attraktiv zu werden. Jetzt kann sich Frau Brunner gerade noch einmal über mich aufregen; ich sage es jetzt noch einmal. Wir haben gewisse Sympathien, deshalb bin ich der Meinung – und das ist auch ein Anliegen an meine FDPler –, dass man Ziffer 3 zumindest so annehmen könnte. Die anderen Ziffern lehnen wir ganz klar ab. Offen sind wir bei Ziffer 3.

Le président. Heisst das, Sie wünschen ziffernweise Abstimmung? – Das ist der Fall.

Ernst Tanner, Ranflüh (UDF). Dass ist eine zuverlässige Triage der Flüchtlinge an der Landesgrenze vorgenommen wird, können wir uns seitens der EDU-Fraktion schlecht vorstellen und sind nicht dafür. Kantonale Asylzentren sollen kontrolliert geführt werden. Das löst zusätzliche Kosten aus und müsste vom Kanton bezahlt werden. Wir sind aber bei Ziffer 3 dafür, dass Nothilfeleistungen in Form von Sachleistungen ausgerichtet werden. Die Sachabgabezentren, die nicht funktioniert haben, sind auch nicht zwingend nötig. Die Abgabe kann auf einfache Art in jedem Zentrum durchgeführt werden. Deshalb stimmen wir bei den Ziffern 1 und 2 nein, und Ziffer 3 nehmen wir als Motion an.

Le président. Wir haben für die BDP-Fraktion Frau Kohli und anschliessend für die Grünen Herrn Sancar gemeldet. Der Knopf, mit dem er das Wort verlangen kann, funktioniert im Moment nicht.

Vania Kohli, Berne (PBD). Ich wiederhole mich ungern; es wurde schon alles gesagt. Die BDP wird alle drei Ziffern der Motion ablehnen.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). Trotz meiner langjährigen Erfahrung im Flüchtlingsbereich weiss ich heute nicht, wer ein Wirtschaftsflüchtling und wer ein echter Flüchtling ist. Die Motion lässt vermuten, dass ihre Verfasserin davon ausgeht, die Tausenden, die ihre Leben auf dem offenen Meer verloren haben, wären echte Flüchtlinge gewesen und die Überlebenden der Flucht hingegen nicht. So einfach ist das nicht. Sie möchte mit gezielten Kampagnen zum Beispiel in Syrien verhindern, dass die Menschen ihr Land verlassen. Jeder Kommentar zu dieser absurden Äusserung scheint da überflüssig. Sie schlägt auch geschlossene Asylzentren vor und möchte die Schutzsuchenden ihrer verfassungsmässig garantierten Grundrechte berauben. Grundrechte gelten für alle. Wenn wir anfangen, bestimmte Gruppen von diesen Grundrechten auszuschliessen, dann wird es gefährlich. Das könnte auch einmal uns treffen. Unsere Erfahrungen zeigen deutlich, dass Sachleistungen anstelle von knappen Geldleistungen nicht geeignet sind. Diese Kampagne gegen Schutzsuchende dürfen wir nicht akzeptieren, wenn uns unsere Werte etwas wert sind. Wir sollten all diesen Menschen offener begegnen. Sie sind traumatisiert, haben wohl alles verloren, wahrscheinlich auch ihre Familienmitglieder im Krieg oder auf der Flucht. Sie suchen nun mit ihrer letzten Kraft bei uns Schutz. Diese Menschen müssen wir mit Respekt behandeln und ihnen den nötigen Schutz geben. Die grüne Fraktion wird den Vorstoss ablehnen.

Le président. Offenbar konnte das technische Problem bei Herrn Sancar bereits geregelt werden und sein Gerät sollte jetzt wieder funktionieren. Gibt es Einzelvoten aus dem Rat zu diesem Vorstoss? – Das ist nicht der Fall. Damit gebe ich das Wort dem Polizeidirektor.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Ich glaube, die Antworten der Regierung zu diesen drei Ziffern sind schlüssig. Ich habe auch nach der Diskussion diesen Antworten nichts hinzuzufügen und bitte Sie, im Sinn der Regierung zu entscheiden.

Le président. Für die Motionäre hat Frau Grossrätin Gschwend noch einmal das Wort.

Andrea Gschwend-Pieren, Lyssach (UDC). Ich möchte mich noch bei Christoph Grimm für das Kompliment des Wolfs im Schafspelz bedanken. Es freut mich, dass du der Meinung bist, ich wäre

zumindest optisch harmlos. Dass ich es gut meine, zeigt die Forderung der SVP, die echten Flüchtlinge schützen zu wollen. Wir möchten für die echten Flüchtlinge Kapazitäten haben und nicht für diejenigen, die ihr Land aus wirtschaftlichen Gründen freiwillig verlassen, weil sie nicht bereit sind, es wieder aufzubauen. Und noch ein Wort zur Kollegin Regina Fuhrer: Die Unterstützungsleistungen reichen für das Nötigste, hast du gesagt. Der Fakt, dass Flüchtlinge dazu in der Lage sind, an ihre Heimatstaaten hohe Steuern zu entrichten, spricht ja wohl gegen dieses Argument.

Le président. Wir kommen zur Abstimmung über diese Motion. Wir stimmen ziffernweise über die drei verschiedenen Forderungen ab. Wer Ziffer 1 annehmen will, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 44

Non 92

Abstentions 0

Le président. Sie haben Ziffer 1 abgelehnt. Wer Ziffer 2 annehmen will, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 45

Non 90

Abstentions 0

Le président. Sie haben Ziffer 2 abgelehnt. Wer Ziffer 3 annehmen will, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 3)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 59

Non 75

Abstentions 0

Le président. Sie haben auch diese Ziffer abgelehnt.